

# Le Courrier de la Macédoine Гласникот

<http://balkans.courriers.info>



janvier 2012

## REVUE DE PRESSE

### Droit de l'homme

Memeti: La discrimination la plus impitoyable, c'est la discrimination politique

 Le 22 janvier 2012  
Radio Free Europe



Les données statistiques pour l'année 2011 montrent une hausse de 50% des requêtes des citoyens portant sur différents types de discrimination. Notre institution a constaté, elle-même, une discrimination dans 15 cas.

page 5-6

### Patrimoine

Les beautés des villages Zovikj et Staravina dans la région de Mariovo

 Le 4 janvier 2012  
Utrinski vesnik  
Par Monika Taleska

La pureté impeccable de l'air et l'odeur de tranquillité troublée uniquement par les tintements des bestiaux paissant dans les pâturages attirent de plus en plus de touristes.



page 3

### Nouvelles technologies

Interview avec Bardil Jashari, directeur de la Fondation « Metamorfozis »

La Fondation « Metamorfozis » est parmi les organisations les plus actives en Macédoine. « Elle vise à développer la démocratie en promouvant une économie basée sur le savoir et la société de l'information », nous a répondu son directeur, M. Bardil Jashari qui a aussi parlé des objectifs et des tâches de la fondation, des projets entrepris et de l'état général de l'e-société en Macédoine.



page 7



## Macédoine

# La Macédoine championne de « jour férié » – arrivée de nouvelles demandes



Le 26 décembre 2011

Utrinski vesnik

Par Zhaklina Hadji-Zafirova

Les communautés des Monténégrins et des Égyptiens proposent, à l'exemple d'autres groupes ethniques en Macédoine, des nouvelles dates de célébration.

De nouvelles initiatives de jour férié ont vu le jour. Parallèlement aux Albanais, Serbes, Roms et Valaques, dernièrement les Monténégrins et les Égyptiens ont fait la demande de célébration

juillet, jour de l'indépendance du Monténégro. Cette décision des Monténégrins de Macédoine a été prise lors de la seconde assemblée annuelle.

« Parmi plusieurs dates importantes, c'est le 13 juillet, le Jour de l'indépendance, que les membres de la communauté ont choisi de proposer », lit-on dans l'initiative présentée au Parlement.

Une demande portant sur l'élargissement de la liste des fêtes des groupes ethniques est aussi adressée par l'Union des Égyptiens des Balkans qui veut y ajouter le 24 juin, le Jour des Égyptiens des Balkans. Cette décision a été prise

croissants orthodoxes fêtent aussi le premier jour de leur slava (le jour de la fête du Saint Patron de la famille), les catholiques et les autres chrétiens fêtent Noël et Pâques selon le calendrier grégorien. Les musulmans célèbrent la solennité religieuse le premier jour de l'Aïd al-Adha et de Ramadan, tandis que les Juifs fêtent le premier jour de Yom Kippour. Saint Sava, le Jour de la Victoire et le Jour de la Saint Guy (Vidovdan) ne sont pas des jours fériés.

Les Bosniaques sont uniques. « Nous n'avons pas de loi sur les fêtes. Chacun célèbre ses fêtes religieuses et a droit à



de leurs fêtes nationales. Des représentants de ces deux groupes ethniques ont déposé au Parlement des initiatives proposant des dates concrètes de fête et visant à amender la Loi actuelle sur les jours fériés.

Si leurs demandes sont satisfaites, au total neuf groupes ethniques en Macédoine célébreront leurs fêtes. Même s'ils ne figurent pas dans la Constitution, les Monténégrins et les Égyptiens se réfèrent justement aux principes constitutionnels concernant les droits des communautés ethniques.

Avec 27 jours fériés, religieux ou ethniques, célébrés au niveau national, la Macédoine détient très probablement le record dans la région. Le seul concurrent pourrait être la Bosnie-Herzégovine où une telle loi n'existe pas mais chacun peut célébrer des fêtes nationales ou ethniques. Dans ce pays on ne célèbre collectivement que deux fêtes – le Nouvel An et le 1er Mai.

La communauté monténégrine de Macédoine a déposé auprès du Parlement une initiative pour que la loi sur les jours fériés soit complétée par le 13

lors du Deuxième congrès de l'Union des Égyptiens des Balkans, tenu le 18 décembre 2010. Selon l'initiative, ce jour est l'une des dates les plus importantes de la communauté égyptienne en raison de l'assemblée fondatrice qui s'est tenue en 1990 pour la création « d'une organisation sociopolitique des Égyptiens des Balkans ».

Si ces deux initiatives obtiennent le feu vert, les Monténégrins et les Égyptiens rejoindront les autres groupes ethniques qui célébreront leurs dates importantes – les Albanais, les Turcs, les Serbes, les Roms, les Valaques, les Juifs et les Bosniaques. Les orthodoxes macédoniens célèbrent aussi des nombreuses fêtes religieuses comme le Réveillon de Noël, l'Épiphanie et le Vendredi Saint, tandis que les musulmans fêtent l'Aïd al-Adha. Au total, les citoyens macédoniens célèbrent neuf fêtes religieuses et 11 fêtes nationales – le Nouvel An, Noël, Pâques, le Ramadan, le Jour de St. Clément d'Ohrid, le 8 Septembre, le 11 Octobre, le 23 Octobre...

Nos voisins, les Serbes, célèbrent 12 fêtes dont trois nationales ; Noël et Pâques étant les fêtes religieuses. Les

deux jours de travail. Les seules fêtes que les citoyens de la Bosnie-Herzégovine ont accepté de célébrer ensemble sont le Nouvel An et le 1er Mai », explique Rubina Chengikj, journaliste de Bosnie-Herzégovine. Les Serbes, les Croates et les Bosniaques polémique, reprend-elle, autour des dates les plus importantes à commémorer : le Jour de l'indépendance ou la signature des accords de paix de Dayton ou le Jour de la fondation de la Nation. Ainsi, les Croates ne fêtent que le Jour de la République d'Herceg-Bosna, les Serbes (République serbe de Bosnie) qui représentent 49% de la population de la Bosnie-Herzégovine, fêtent le 9 janvier en tant que Jour de la République, et la Journée de signature des accords de paix de Dayton. Les Bosniaques commémorent le Jour de l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine et le jour de la Nation.

En Allemagne ou en Belgique, par exemple, on ne célèbre qu'un dizaine de fêtes. Les groupes ethniques ne célèbrent pas d'autres fêtes différentes à l'exception de l'Allemagne où les provinces célèbrent des fêtes particulières.

## Patrimoine

# Les beautés des villages Zovikj et Staravina dans la région de Mariovo



Le 4 janvier 2012

Utrinski vesnik

Par Monika Taleska

Prilep – Une route chaotique et fatigante mène à travers les terrains rocheux et montagneux où résonne le sifflement du vent, où l'on sent la puanteur impeccable de l'air, où l'odeur de tranquillité n'est troublée que par les tintements des troupeaux de chevaux et de bœufs paissant dans les pâturages lointains. Le ciel mouche de petits nuages blancs nous semble peint par le pinceau de l'artiste, le seul qui pourrait reproduire ce paysage des beautés naturelles embellissant le village Zovikj dans la région de Mariovo. Les maisons sont éparpillées et bâties sur des pierres. Aucune puissance ne peut les raser. Les cours sont propres, parce qu'elles s'étendent sur des rochers d'où poussent des herbes vigoureuses et des fleurs sauvages nourrissant les abeilles.

Le village n'est pas petit mais ses habitants sont de plus en plus rares. Seulement quelques cheminées fument toujours. Les autres maisons sont tombées dans l'oubli, les araignées tissent leurs toiles, scellant ainsi les mémoires qui resteront cachées peut-être à jamais.

La curiosité nous amène à la maison de Sava et Milan Markovski, époux fidèles parvenus à la huitième décennie de la vie. Ayant envoyé les enfants en ville, ils ont fait le choix d'y vivre jusqu'à leur dernier soupir. Les visages à l'expression douce et leurs sourires nous invitent à prendre un café ou une tasse de thé. La poignée de main a été plus qu'amicale. Ils nous ont ouvert leur âme et cœur et ainsi, mot à mot, une histoire après l'autre, le jour est tombé et l'odeur du pain chaud sorti du four et du fromage local délicieux nous ont titillé les sens.



« Tous les jours il y a des touristes qui viennent de toutes les villes de Macédoine, mais aussi de l'étranger. Ils regardent le pont, ils l'admirent. Parfois ils y passent la nuit. Je les invite à manger. Quelques fois je leur fait le lit dans la grande chambre », raconte Sava.

Les Markovski célèbreront très bientôt leurs noces d'or, couronnant la sérénité de la vie à Zovikj. Les années qu'ils laissent derrière eux sont pleines de bienveillance et de compréhension mutuelle. Ils nous ont montré le chemin menant vers le fameux Pont de Zovikj.

Il ressemble à celui de Mostar. Construit avec d'énormes pierres, le pont enjambe la rivière agitée du village. L'eau limpide et froide a formé un petit cayon en perçant son chemin dans les rochers. Personne ne peut résister à cette beauté. Elle nous enferme dans le dilemme éternel - quel est le sens de la vie : courir sans cesse après l'argent ou se retirer de ce combat meurtrier et respirer la vie à plein poumons dans une tranquillité de l'esprit ?

Nous avons ensuite poursuivi notre route vers le village voisin de Staravina, où se trouve la maison de Kalesh

Angja. Rappelant la désobéissance du peuple macédonien, cette maison ruinée, située au centre du village, n'a que le temps et l'oubli pour adversaires. « Nous voudrions la restaurer avec l'aide du Ministère de la Culture et la rendre représentative de la région de Mariovo. Pourtant nous n'arrivons pas à la faire parce qu'elle a été achetée par un expatrié en Australie. Nous essayons de la racheter pour mettre fin à son délabrement. On trouve également dans le village la forteresse où a débuté la mutinerie de Mariovo, celle qui fut la première insurrection de la population locale contre les Ottomans. Cette histoire révolutionnaire mérite d'être racontée et le lieu une curiosité pour les touristes », souligne Lazar Kotevski, maire de la municipalité Novaci.

Il fait tout son possible pour encourager le développement du tourisme dans la région. Et selon lui, il réussit car le nombre de visiteurs annuel ne cesse d'augmenter, voyant venir de nombreux intéressés par les beautés et les monuments historiques de cette partie de Mariovo.

Selon Kotevski, la municipalité fait face à d'autres défis infrastructurels qui obtiendront, espère-t-il, le soutien financier du gouvernement.



## Education

# Expériences étrangères : La Macédoine - terre fertile pour l'éducation



Le 10 janvier 2012

Deutsche Welle

Par Milcho Jovanoski

Les nombreux projets réalisés dans les jardins d'enfants et les écoles en Macédoine sont financés par des fondations, institutions et ambassades étrangères. Acceptés au début avec incrédulité, ils font aujourd'hui partie de la réalité macédoienne. Malgré le fait que le financement se tarit, la plupart de ces projets subsiste.

Les enseignantes du groupe bilingue de la maternelle « Sonce » de Struga ont récemment demandé que leur statut d'employé soit réglé, car sinon, elles quitteraient leurs postes et le projet s'éteindrait. L'opinion publique et les parents leur ont apporté tout leur soutien. Le projet « Mosaïque », financé pendant longtemps par l'Ambassade de Suisse, a représenté pendant dix années une véritable histoire réussie de la cohabitation des la maternelle à Struga et dans quelques autres villes macédoiennes. Le ministre du travail et des affaires sociales, Spiro Ristovski, est content des résultats du projet :

« Le projet « Mosaïque » a été mis en œuvre dans les villes où habitait une population mixte c'est-à-dire des Macédoniens et des Albanais. Donc, à Kumanovo, Tetovo, Gostivar, Debar, Struga et Skopje. À l'école maternelle à Kumanovo nous avons créé une classe mixte de Macédoniens et de Serbes, et une autre de Macédoniens et de Turcs à celle de Gostivar. Les résultats du projet sont exceptionnellement positifs. La satisfaction des parents dont les enfants étaient dans ces classes nous ravit le plus », déclare le ministre Ristovski.

Le projet « Pas à pas » de la fondation « Soros » a servi d'exemple. De là vient l'appel du ministère aux autorités locales d'accorder au plus vite



un statut d'employé régulier aux enseignantes qui ont réalisé ce projet avec succès pendant une décennie. Ce cas a ouvert la question : Que se passe-t-il avec les projets similaires dans les jardins d'enfants et les écoles, une fois que les étrangers se soient retirés ? La liste des fondations, des ambassades et des gouvernements qui ont apporté leur soutien, pendant les deux dernières décennies, au système d'éducation macédoienne est assez longue. Les expériences ont été différentes, mais les effets généralement positifs. Ce chapitre a été ouvert en 1994 par la Fondation « Société ouverte - Macédoine » et le projet pilote « Pas à pas », d'abord mis en œuvre dans sept villes et dix classes, est devenu trois ans plus tard une partie intégrante du programme national préscolaire, affirme Petra Ristikj qui participe depuis début au projet :

« Il était logique de l'introduire plus tard dans les écoles, d'abord dans les maternelles, puis ensuite en CP, CE1 et CE2. Heureusement, le programme a très bien été accepté par les enfants,

les employés et les parents ».

Des obstacles, des refus, des désapprobations mais aussi de l'émerveillement et de l'enthousiasme !

Tout n'allait pas sans difficultés. C'était assez tumultueux pour les enseignants, pour les enfants mais également pour les parents, ajoute Ristikj :

« Nous avons fait face aux obstacles et au refus. Mais la seule mise en œuvre du projet a montré que les enfants ont besoin de changements, et les employés, eux-mêmes, se sont aperçu du besoin indispensable de certains changements. »

« De la lecture et l'écriture jusqu'à la pensée critique », « Des techniques créatives d'apprentissage et d'instruction », « intégration sociale des enfants du milieu rural dans le système scolaire », « intégration des enfants aux besoins éducatifs spéciaux », « Justice sociale et égalité sociale » ne sont que quelques uns des projets entrepris. Certains d'entre eux sont terminés, d'autres sont toujours en cours d'exécution. Le ministre du travail et des affaires sociales, Ristovski, met l'accent surtout sur les projets de la Décennie de l'intégration des Roms :

« Au cours des trois dernières années, près de 800 enfants roms ont été accueillis dans les écoles maternelles. 80% d'entre eux ont poursuivi leur scolarité dans des écoles élémentaires. »

En même temps, on accorde des bourses d'études aux lycéens roms.

« Nos enseignants ont tiré le meilleur de tous les projets et l'ont mélangé très intelligemment dans un seul programme. Ils ont réussi à lier des éléments du programme traditionnel, les ont intégrés dans le programme d'éducation nationale », conclut Ristikj.

Malgré tout, le dilemme subsiste si ces projets touchent de manière égale tous les enfants et toutes les écoles en Macédoine, et à quel point et comment améliorent-ils vraiment les expériences de toutes les parties concernées?!



## Droit de l'homme

# Memeti: La discrimination la plus impitoyable, c'est la discrimination politique

www Le 22 janvier 2012  
 A la une Radio Free Europe

M. Memeti, avez-vous commencé à élaborer le rapport pour l'année 2011 qui doit être déposé auprès du Parlement jusqu'à la fin mars ? Quelle est votre opinion générale de l'année qui vient de s'écouler ?

Oui, nous y travaillons intensivement ces derniers temps. Plus le délai s'approche et plus les activités s'intensifient, surtout celles concernant le travail de l'institution de l'Ombudsman, ceci dans le but d'informer précisément et en temps voulu le Parlement sur l'état des droits de l'homme en République de Macédoine en 2011.

Ce que je veux vous dire pour le moment, c'est que le nombre de citoyens demandant la protection de l'Ombudsman ne cesse pas d'augmenter. Nous enregistrons une hausse des demandes de 5% par an.

Je dois aussi mentionner que nous avons constaté, dans beaucoup de cas soumis, une violation des droits de l'homme. Par rapport à l'année dernière, cette année les atteintes aux droits de l'homme ont augmenté de 10%. Les plaintes des citoyens se rapportent majoritairement au pouvoir judiciaire et la deuxième place est occupée depuis les deux dernières années par les atteintes aux droits des consommateurs. Contrairement aux précédentes années, les citoyens sont de plus en plus conscients que les compagnies enfreignent leurs droits à la consommation.

Le nombre de citoyens déposant des requêtes auprès de l'Ombudsman a progressé pendant les dernières années. Êtes-vous satisfait de la coopération avec le système judiciaire ? Est-ce que les verdicts ont une force exécutoire ?

Nos compétences se limitent au suivi du principe de jugement dans un délai raisonnable ainsi qu'à la surveillance et au contrôle du travail de l'administration judiciaire. Les citoyens se plaignent généralement du pouvoir judiciaire. Ils le trouvent d'abord inefficace. Ce pouvoir n'est pas diligent, ce qui est dans le domaine de nos compétences. Si nous constatons un défaut de diligence dans le processus de jugement dans un délai raisonnable, nous adressons des recommandations qui sont généralement prises en considération et les partis concernés procèdent à l'audition. Nos compétences ne couvrent pas les requêtes portant sur des verdicts insatisfaisants ou sélectifs. Cependant, il s'agit d'une tendance qui devrait nous inquiéter ainsi que la société entière puisque nous devons avoir des mécanismes efficaces et de bonne qualité.

Le secteur non gouvernemental lutte aussi contre les inégalités sociales. Êtes-vous satisfait de son engagement à cet égard ?



Il est bien connu que beaucoup d'organisations non gouvernementales existent en Macédoine. Nous avons conjointement développé des projets différents. J'estime qu'il est indispensable que le secteur non gouvernemental devienne plus libre à l'avenir. La relation entre le secteur non gouvernemental et l'Ombudsman et autres mécanismes nationaux de protection et institutions que nous surveillons, doit être renforcée et même, plus ouverte.

Dans le courant de l'année dernière, certaines organisations non gouvernementales ont demandé à visiter les personnes privées de liberté dans le cas « Pajazhina » y compris le leader du parti d'opposition « Obedineti za Makedonija » (Unis pour la Macédoine), Boshkoski, mais n'y ont pas été autorisées. Trouvez-vous cela démocratique ?

Je voudrais d'abord souligner que l'Ombudsman a particulièrement suivi ces deux cas, ayant attiré l'attention générale de l'opinion publique, et que l'institution a rendu visite aux personnes détenues chaque fois quand cela a été nécessaire ou quand nous avons reçu, au niveau institutionnelle, une information importante concernant leur détention. Quant à l'approche et au traitement institutionnel, de nombreux conseils et suggestions nous ont été adressés. Comme la loi nous permet de réagir, nous les avons tous pris en compte.

En ce qui concerne le secteur non gouvernemental, je trouve qu'il est catastrophique si une institution, ou plus exactement quand le juge d'instruction ou la Direction de l'exécution des sanctions n'autorise pas, par exemple, une organisation non gouvernementale, quelle qu'elle soit, à visiter les personnes mises en détention provisoire.

En tant qu'Ombudsman, comment estimez-vous et percevez-vous les avis du secteur non gouvernemental quant à la question de la détention considérée comme une mesure souvent abusive et que les cours ne précisent pas, en général, les raisons la justifiant ?

Il est très difficile de répondre à cette question, surtout en tant qu'Ombudsman. À mon avis, tous les cas doivent être considérés séparément. Dans certaines situations, ce sont les juges d'instruction qui sont les plus informés et qui, logiquement, prennent les décisions. Mais il ne faut pas oublier que la société macédoienne a tendance à respecter la présomption d'innocence. Du point de vue des droits de l'homme, je pense que la mesure de restriction de liberté ne doit être appliquée que dans le cas où de nombreux faits et arguments indiquent que les autres mesures de sécurité ne suffisent plus. Dans tous les autres cas, il serait superflu d'accorder une telle mesure.

Un jeune homme a été tué l'année dernière sur la place centrale à Skopje. Pensez-vous que l'affaire est close avec l'énoncé du verdict condamnant le membre des unités spéciales à 14 ans de prison, ou que le système a néanmoins échoué ?

Nous avons ouvert une instruction afin d'examiner ce cas, nous avons été en contact constant avec la famille du défunt. Parallèlement, les institutions concernées ont considérablement coopéré en fournissant toutes les informations nécessaires. Les mécanismes de poursuite judiciaire ne doivent en aucun cas laisser l'impression, ni même la possibilité d'avoir l'impression, pour les citoyens que quelqu'un ne souhaite pas mener l'enquête correctement et conformément aux lois édictées. Je vous assure que toutes les mesures nécessaires ont été prises au cours de l'instruction et du processus préparatoire de l'affaire. Il n'est pas du ressort de mon institution de parler de la responsabilité politique dans cette affaire.

La législation macédoienne a été enrichie cette année par une stratégie de lutte contre la discrimination. Quelles est le bilan sur ce plan pour l'année révolue ?

Les données statistiques pour l'année 2011 montrent une hausse de 50% des requêtes des citoyens portant sur différents types de discrimination. Notre institution

lire la suite

a constaté, elle-même, une discrimination dans 15 cas. Il s'agit le plus souvent d'une discrimination politique ou nationale, dont la plus impitoyable est celle fondée sur l'orientation politique. Dans tous ces cas, le citoyen discriminé éprouve une grande souffrance. Ce qui est cependant inquiétant, c'est de constater que même après que nous ayons constaté une violation des droits de l'homme ou une discrimination et ayons réussis à aider le citoyen, celui-ci ne demande aucune protection judiciaire. À mon avis, il faudra encore beaucoup travailler, afin d'éduquer les citoyens et élever leur niveau de conscience pour qu'ils sachent reconnaître toutes les formes de discrimination.

Vous protégez les citoyens et dans certains cas vous pouvez également agir de manière indépendante. Les citoyens se plaignent tous les jours des gros frais de chauffage et d'électricité, ainsi que de la qualité des services d'autres compagnies. Que faites-vous à cet égard ?

Les citoyens ne sont toujours pas conscients de la qualité de ces services, ils ne prennent pas en compte les obligations de ces compagnies, ils ne regardent que les comptes. D'un côté, je considère que les citoyens ne reçoivent pas de services et des produits de bonne qualité. D'un autre côté, les mécanismes de contrôle dans la société macédoienne, c'est-à-dire les commissions de régulation, fonctionnent toujours fragilement et ne possèdent pas de capacité

pour assurer le respect des droits des consommateurs. Cela suppose que, dans les années à venir, il faudra travailler beaucoup plus pour systématiser et réglementer ce domaine. Quant à Toplikacija (la compagnie de chauffage de la ville Skopje), nous sommes arrivés à la constatation que le marché n'est pas libéralisé, les mécanismes de contrôle et ceux de régulation étant impuissants à réagir sans l'aide de l'Ombudsman. Par conséquent, il faudra libéraliser le marché dès que possible, mais aussi réviser la réglementation juridique et modifier la loi en faveur des citoyens. Ces derniers ne doivent payer que pour les services dont ils bénéficient, et non pas pour les biens ou les services qu'ils ne reçoivent pas.

## Agriculture

# Les fermiers macédoniens ne seront pas concurrentiels même en 2012



Le 30 décembre 2011

Utrinski vesnik

Par Sanja Naumovska

En 2012, le fermier macédonien ne sera pas concurrentiel ni sur le marché domestique ni sur les marchés étrangers. Accaparés par la libéralisation des marchés d'un côté, et par les prix augmentés des produits intermédiaires et du pétrole de l'autre, les agriculteurs macédoniens produisent des produits chers. La situation, selon la Fédération des agriculteurs de Macédoine (FFRM), est inopportune aussi car les producteurs domestiques n'ont pas investi pendant les dernières années dans leurs fermes, n'ont pas utilisé de semences de haute qualité et ont fait face à une forte concurrence déloyale de produits bon marché importés. La solution est entre les mains des agriculteurs unis, informés, organisés et éduqués qui auront la capacité d'aborder les problèmes relatifs à l'agriculture et de les résoudre.

« L'année prochaine, la Fédération aidera activement l'introduction de la procédure de légalisation des fermes ce qui est l'une des pré-conditions pour un business réussi. Il est également inquiétant d'observer le fait que même si la Macédoine se déclare pays agricole, la superficie des terres arables a été diminuée de 12.000 hectares au cours des dernières années », souligne Andrija Sekulovski, président de la Fédération.

En ce qui concerne la production plus concurrentielle, Sekulovski lance un appel aux institutions pour entreprendre des activités appropriées afin que les agriculteurs aient accès aux semences de haute qualité, l'une des pré-conditions importantes pour une agriculture réussie. D'après lui, la FFRM indique constamment qu'il faut donner un cadre temporel au remboursement des subventions. Dans ce contexte, la Fédération demande que le Programme de soutien financier à l'agriculture pour l'année 2012 propose un cadre temporel concernant l'annonce et la distribution des subventions agricoles, ainsi qu'une

planification de cinq ans relative au soutien financier qui devrait augmenter de 20%.

« Le problème majeur des agriculteurs céréaliers est le prix du blé et le non respect des contrats de vente. Afin d'améliorer la situation, la Fédération demande que les subventions actuelles de 8,500 denars par hectare (un peu moins de 140 euros) augmentent à 10,000 denars par hectare (environ 162,5 euros). Quant au maraîchage, les fermiers peuvent prétendre à une subvention de 100.000 denars/ha (1626 euros) dans des conditions contrôlées, au lieu de la subvention actuelle de 90.000 denars/ha (1463 euros). En ce qui concerne l'arboriculture fruitière, la FFRM propose deux types de soutien. Le premier s'élevant à 90.000 denars (un peu moins de 1465 euros) serait accordé aux vergers comptant 2,500 semis/ha au maximum, et l'autre d'un montant de 225.000 denars (3,658 euros) serait attribué aux vergers comptant plus de 2,500 semis », explique Sekulovski.

En ce qui concerne l'avenir de l'agriculture macédoienne, c'est-à-dire la production organique, Sekulovski recommande une hausse des moyens financiers de 50% par rapport à la production conventionnelle. Il ajoute que la situation actuelle de la production laitière, ainsi que celle de l'élevage de bœufs, n'est pas non plus satisfaisante surtout en ce qui concerne la qualité et le rachat du lait. Les fermiers veulent que la mesure de paiement du lait produit et entreposé auprès des laiteries soit révoquée à cause des nombreuses manipulations et du bas prix de rachat du lait. La FFRM demande également, pour l'année prochaine, que le soutien financier prévu pour les éleveurs atteigne le prix de 25,000 denars (406,5 euros) par tête pour les vaches laitières.



## Nouvelles technologies

# Interview avec Bardil Jashari, directeur de la Fondation « Metamorfozis »



Le 23 janvier 2012

Kajgana

Par Goce Postolovski

La Fondation « Metamorfozis » est parmi les organisations les plus actives en Macédoine. « Elle vise à développer la démocratie en promouvant une économie basée sur le savoir et la société de l'information », nous a répondu son directeur, M. Bardil Jashari qui a aussi parlé des objectifs et des tâches de la fondation, des projets entrepris et de l'état général de l'e-société en Macédoine.

Voulez-vous bien vous présenter à nos lecteurs ?

Je suis le directeur de la fondation « Metamorfozis », je travaille activement dans le secteur non gouvernemental depuis 15 ans. Je suis diplômé en informatique.

Parlons en peu de la fondation. Quand a-t-elle été créée ? Quels sont ses objectifs et tâches, comment vous est venue l'idée de la former ?

La fondation « Metamorfozis » a été un projet que la fondation « Société ouverte - Macédoine » a entrepris en 1999 dans le domaine du programme de l'édition électronique, l'objectif principal étant d'aider par des formations gratuites en web design les institutions et les organisations en Macédoine à créer et à maintenir des sites web. À l'époque, la pénétration de l'internet en Macédoine était très faible, et très peu d'organisations possédaient leurs propres sites web, c'est pourquoi notre projet s'est vu très important et intéressant pour nos groupes « cible », c'est-à-dire les organisations non gouvernementales, les municipalités, les sociétés éditrices et les bibliothèques. De 1999 à 2004, ces formations ont été suivies par plus de 800 participants.

En 2005, le projet « Metamorfozis » est devenu une entité légale indépendante et la fondation « Metamorfozis » a vu le jour. L'organisation vise à développer la démocratie en promouvant une économie basée sur le savoir et la société de l'information. Le développement de l'e-société et la hausse du nombre d'utilisateurs d'internet en Macédoine ont fait changer les priorités de la Fondation, les priorités d'aujourd'hui étant les droits de l'homme sur Internet et surtout la vie privée et la liberté d'expression, l'usage des nouveaux médias, l'e-démocratie et l'environnement.

Depuis sa formation à aujourd'hui, que considérez-vous comme étant le plus important dans son « existence » ?

Même si tous les événements et toutes les personnes impliqués dans les activités de « Metamorfozis » jouent directement ou indirectement un rôle vital, et ont beaucoup contribué à la création de ce qu'est aujourd'hui l'organisation, je considère comme cruciaux le soutien

et la confiance que nous a accordé le management de la fondation « Société ouverte - Macédoine » lors de la création de « Metamorfozis » en 2005. En ce qui concerne les activités liées aux projets, je mettrai l'accent sur la première formation en web design organisée à Ohrid en avril 1999, dont le succès nous a stimulés à aller de l'avant.

Pour moi, le projet le plus connu du public est la conférence annuelle e-Society.mk. Ceci est un grand événement tenu au niveau local. Qu'en pensez-vous ? Est-ce que vous voulez bien nous parler de ses débuts, de l'initiative, de l'expérience en général ?

La Conférence e-Society.mk est parmi les projets les plus importants de la Fondation « Metamorfozis », car elle offre la rare possibilité de voir réunis en un même lieu, des représentants de tous les secteurs s'occupant du développement de la société de l'information en Macédoine : le non gouvernemental, le gouvernemental, le privé, celui de l'éducation et des médias. Lors de cette conférence, nous initions et ouvrons des discussions autour des thèmes concernant les aspects de l'usage des nouvelles technologies qui sont soit oubliés soit peu discutés.

L'objectif de la première formation que nous avons organisée en 2005, avec le soutien de l'OSCE, a été simplement de réveiller la conscience publique, et surtout celle des acteurs importants en Macédoine, aux différents aspects du développement de l'e-société. Cette conférence n'a pas traité seulement ce sujet, mais également celui du développement de l'e-société en Macédoine en général (d'où le nom de la conférence), des avantages et des défis issus de l'usage des nouvelles technologies dans divers domaines de la société. Les années suivantes, nous définissons le sujet de la conférence selon son importance pour le débat. La dernière conférence, organisée en novembre 2011, a porté sur les conséquences des déchets électriques et électroniques sur l'environnement.

De plus, chaque année, nous invitons des experts étrangers qui présentent et partagent leurs expériences, les enseignements appris et les bonnes pratiques relatives à un sujet donné, ce qui en résulte très souvent ce sont de nouveaux partenariats et projets.

Quels sont les autres projets et activités que vous avez terminés et dont les résultats sont déjà visibles ?

Je mentionnerai le projet « Sécurité sur Internet » destiné aux enfants, parents et enseignants. Ce projet visait à éveiller la conscience face aux dangers menaçant la sécurité et la vie privée de l'usage incorrect d'Internet. À cet égard, nous avons organisé des formations et nous avons présenté aux enfants, adolescents, à leurs parents et enseignants des courts-métrages

traitant de cette problématique. Toutes ses ressources sont même aujourd'hui disponibles sur notre site web et sur le site web du projet.

Je citerai également le projet « Réseau balkanique de gestion des déchets électroniques » qui vient de terminer. Le but de ce projet était d'améliorer le cadre légal et institutionnel afin de faciliter la gestion durable des déchets électroniques en Macédoine, en Serbie, en Croatie et en Bulgarie. Il fut soutenu financièrement par l'Union européenne. Avec le soutien de l'institut démocratique national, la Fondation « Metamorfozis » a aussi milité pour l'adoption de la Loi sur la gestion de l'équipement et des déchets électriques et électroniques que l'Assemblée de la République de Macédoine a adoptée le 11 janvier 2012.

Quels sont les projets et programmes en cours actuellement ?

À partir de cette année, nous développons un projet qui vise à promouvoir le concept de ressources éducatives libres. Ce projet fait partie des efforts de « Metamorfozis » pour augmenter le nombre de contenus éducatifs accessibles gratuitement sur Internet et populariser la culture de partage et d'accès libre.

L'autre projet touchant presque à sa fin est celui portant sur la création de la Politique nationale du logiciel libre. Il est conjointement coordonné par « Logiciel libre Macédoine » et le Ministère de l'Information et de l'Administration. L'objectif principal est de créer un document qui servira de base pour l'élaboration de pratiques et de politiques plus détaillées concernant le choix et l'achat de logiciel de la part des institutions nationales.

La plupart des vos projets s'appellent « e-quelque chose ». Estimez-vous que la Macédoine pourrait bientôt devenir e-Macédoine ? Comment y arriver ?

E-Macédoine sous-entend beaucoup de choses ; mais avant tout cela suppose une société où, d'un côté, tous les citoyens, sans exception, possèdent ou peuvent acquérir les compétences nécessaires pour accéder et utiliser les TIC (technologies d'information et de communication), et de l'autre l'existence d'organisations et d'institutions compétentes offrant des e-services accessibles, sûrs et couvrant tous les aspects importants de la vie quotidienne. C'est pourquoi, malheureusement, l'e-Macédoine est toujours loin. Néanmoins, je pense que l'e-Macédoine pourra devenir notre réalité par une coopération constructive et par inclusion de tous les secteurs (gouvernemental, non gouvernemental, business et éducatif) dans le développement de la société de l'information.

Que recommandez-vous à nos lecteurs ?

Tout est utile lorsqu'il est utilisé correctement. Il en va de même pour les technologies de l'information.